



## BRIEFING DE BRUXELLES SUR LE DÉVELOPPEMENT N° 58

### Le commerce agricole africain dans un environnement en mutation

Organisateurs : CTA, Secrétariat ACP, Commission européenne/DG Devco,  
Concord, IFPRI, BMZ/GIZ

**Mercredi 23 octobre 2019, 9h-13h**

<http://bruxellesbriefings.net>

### BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS

#### **Koni Agbokou – Founder and President, Togo Choco**

Après l'obtention de son diplôme de Maîtrise en Psychologie de la santé à l'Université de Lomé en 2001, Komi Agbokou s'est inscrit à l'université de Tübingen en Allemagne pour prolonger ses études par un Doctorat en Psychologie, lorsqu'il obtient en 2004 le poste de représentant au Togo de l'ONG allemande, la fondation Alfons Gopel. Il fait alors le choix de retourner au Togo. En 2007, il devient Président Fondateur de l'association Enfant-Foot-Développement (EFD) qui pour objectif d'aider les enfants et les jeunes à travers l'éducation, les activités culturelles et les loisirs et qui œuvre aussi dans le secteur de l'énergie avec le projet « Sole Africano » qui ambitionne de mettre à la disposition de la population togolaise des kits solaires à des prix abordables. De l'ONG « EFD » est née en 2013, la coopérative CHOCOTOGO dont Komi AGBOKOU est le Président du Comité de Gestion. Cette coopérative, la première a transformé le cacao togolais, est spécialisée dans la transformation et la valorisation des fèves de cacao certifiées agriculture biologique ECOCERT et équitable provenant de la région d'Akébou. Elle emploie ainsi 60 femmes à temps partiel sur le site de production de Kpalimé et 15 jeunes sur le site de production à Lomé. CHOCOTOGO a reçu de nombreux prix notamment le premier prix de « Meilleure Jeune Entreprise en 2015 », le prix de « Jeune entrepreneur agricole » à l'Expo Milano en 2015. La coopérative a aussi été nommée « Success Story » de la Francophonie en 2016.

Komi Agbokou est aussi Trésorier du Conseil Interprofessionnel de la Filière Café-Cacao du Togo (CICC-Togo) et Secrétaire de l'Association des transformateurs des filières café-cacao du Togo (ATCC).

#### **Ousmane Badiane — Directeur pour l'Afrique, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires**

Le Dr Ousmane Badiane, lauréat de l'Africa Food Prize de 2015 et membre de l'African Association of Agricultural Economists, est Directeur pour l'Afrique de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). À ce titre, il supervise les deux bureaux régionaux de l'institut pour l'Afrique occidentale et centrale, à Dakar, et pour l'Afrique orientale et australe, à Addis-Abeba. Il coordonne le programme de travail de l'IFPRI dans le domaine de la recherche sur les politiques alimentaires, le renforcement des capacités et la communication politique en Afrique. Il est également responsable du partenariat de l'institut avec les institutions africaines dans les domaines susmentionnés. En sa qualité de conseiller auprès du Secrétariat du NEPAD de 2004 à 2007, il a largement contribué à mettre au point et à orienter la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Avant de prendre ses fonctions actuelles au sein de l'IFPRI, le Dr Badiane, qui est ressortissant sénégalais, a collaboré avec le département Afrique de la Banque mondiale comme spécialiste des politiques alimentaires et agricoles, de janvier 1998 à août 2008. Il a également travaillé pour l'IFPRI comme chercheur postdoctoral senior de 1989 à 1997. Il y a dirigé les travaux de l'institut sur les réformes et le développement des marchés. Parallèlement, il a enseigné l'économie du développement en Afrique en tant que professeur adjoint à la School of Advanced International Studies de l'Université Johns-Hopkins de 1993 à 2003. Ousmane Badiane est titulaire d'un master et d'un doctorat en économie agricole de l'Université de Kiel, en Allemagne. Il est également Docteur honoris causa de l'Université de KwaZulu Natal, en Afrique du Sud. Le Dr Badiane est membre de l'Académie mondiale des sciences.

### **Isolina Boto – Manager du Bureau du CTA à Bruxelles**

Isolina Boto est Manager du Bureau du CTA à Bruxelles. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine du développement. Elle a travaillé à la Commission européenne, dans plusieurs ambassades de pays ACP et pour des ONG dans des domaines liés à la sécurité alimentaire, au développement rural et au commerce. Elle a occupé plusieurs postes au siège du CTA aux Pays-Bas, qui concernent notamment des programmes techniques pour l'agriculture et le développement rural cofinancés et mis en œuvre au niveau régional. Depuis 2004, elle dirige le bureau du CTA à Bruxelles, et s'occupe des questions politiques liées à la coopération ACP-UE dans le domaine du développement agricole et rural. Elle suit également les questions de commerce régional et notamment du développement de l'agro-industrie. Elle coordonne et organise au nom du CTA, de la Commission européenne et du groupe ACP les Briefings de Bruxelles qui traitent de questions de politiques de développement (<http://bruxellesbriefings.net>). Le Bureau produit un service quotidien d'actualités sur des domaines de politiques clé concernant la coopération ACP-UE sur le commerce, la pêche, le changement climatique, la sécurité alimentaire et les politiques de développement. (<http://bruxelles.cta.int/>).

### **Cécile Billaux, Chef de l'Unité Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), DG Commerce, Commission européenne**

Cécile Billaux est Chef de l'Unité Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) à la DG Commerce et commerce de la Commission européenne depuis le 1er février 2019. Elle était auparavant Chef Adjointe de l'Unité chargée des questions agricoles et sanitaires et phytosanitaires (SPS) à la DG Commerce où elle a contribué à éliminer les obstacles au commerce pour les exportations de produits agricoles vers des pays tiers. Elle a plus de 10 ans d'expérience au sein de la Commission européenne, y compris au niveau des cabinets. Elle a travaillé dans le cabinet de l'actuelle commissaire européenne au commerce, Cécilia Malmström, durant la première moitié de son mandat, de 2014 à 2017, où elle a notamment couvert les relations commerciales avec les pays ACP, le développement durable et les relations avec le Parlement européen. Elle a également travaillé à la DG Santé et Protection des Consommateurs pendant les quatre premières années de sa carrière à la Commission européenne. Avant de travailler pour la Commission, elle a travaillé dans le secteur privé en tant que consultante en affaires publiques pour de grandes entreprises internationales. Elle est française et a étudié les sciences politiques. Elle est titulaire d'une maîtrise en administration publique de la Harvard Kennedy School of Government.

### **Antoine Bouët — Chercheur postdoctoral senior, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires**

Antoine Bouët a rejoint l'IFPRI en février 2005 en tant que chercheur postdoctoral senior et codirecteur du programme sur la mondialisation et les marchés du département Marchés, commerce et institutions. À ce titre, ses recherches portent sur les modèles commerciaux mondiaux, les politiques commerciales, les accords régionaux et les négociations commerciales plurilatérales. Antoine Bouët est également professeur d'économie à l'Université de Bordeaux (France). Avant cela, il a été conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) de Paris, où il a participé à l'élaboration du modèle MIRAGE d'économie mondiale et de la base de données MAcMAP-HS6 sur l'accès au marché. Il a mené à bien des recherches sur l'accès au marché, la modélisation du commerce mondial, l'économie des mesures de représailles commerciales et la relation entre les politiques commerciales et la recherche et le développement.

M. Bouët a dirigé le Centre d'analyse et de traitement des données économiques (CATT) de 1996 à 2004 et le Laboratoire de recherche en économie et finance internationales (LAREFI) en France de 2014 à 2016. Il a également présidé le réseau Research in International Economics and Finance (RIEF) (2002-2004). Il a en outre contribué à la Revue économique, à Économie internationale et à Économie et statistiques. En 2010, il s'est vu décerner le prix Alan A. Powell du Global Trade Analysis Project (GTAP), qui récompense chaque année l'excellence en matière de services d'un membre de son Conseil consultatif. Il a par ailleurs bénéficié de deux bourses de recherche GTAP.

Antoine Bouët est coauteur de l'ouvrage « Agriculture, Development and the Global Trading System: 2000-2015 » avec David Laborde. Il est français et docteur en économie de l'Université de Bordeaux.

**Yvonne Semba Chileshe – Experte en développement des produits de base et des chaînes de valeur, Secrétariat ACP**

Mme Chileshe, de nationalité zambienne, a 20 ans d'expérience dans les domaines du commerce et du développement. Elle possède une expérience variée aux niveaux national et international, notamment dans les négociations commerciales, le développement de produits de base et de chaînes de valeur, la gestion de projets et l'analyse des politiques commerciales et industrielles.

Mme Chileshe a été conseillère commerciale auprès du gouvernement du Botswana, négociatrice en chef et directrice du commerce extérieur au ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Industrie de Zambie et attachée commerciale à l'ambassade de Zambie en Belgique. Elle est titulaire d'un certificat d'études supérieures en droit du commerce international, d'une maîtrise en gestion de la politique économique et d'un baccalauréat ès arts.

**Alan Matthews — Professeur émérite, politique agricole européenne, Trinity College, Dublin, Irlande**

Le professeur Alan Matthews consacre ses recherches aux politiques agricoles et aux politiques commerciales internationales, et notamment à leurs implications pour le développement et la sécurité alimentaire. Il est membre de trois panels de règlement des conflits ou d'arbitrage. Il a présidé la European Association of Agricultural Economists et est actuellement membre du Climate Change Advisory Council irlandais. Il contribue régulièrement au blog capreform.eu, dédié aux questions relatives à la politique agricole commune de l'Union européenne. Le mois dernier, il a publié pour le Comité européen des régions un rapport sur l'impact de cette politique sur les pays en développement.

**Rose Mutuku - Directrice générale, Smart Logistics Solution Ltd, Kenya**

Mme Rose est un investisseur et entrepreneur dans le secteur agroalimentaire au Kenya, avec plus de 10 ans d'expérience dans le secteur. Elle est la fondatrice et la directrice générale de Smart Logistics Solution Ltd. (SLS), une PME qui transforme des aliments pratiques et nutritifs destinés aux populations à faible revenu. Rose a développé un modèle agroalimentaire qui offre à plus de 5 000 petites agricultrices une voie structurée pour commercialiser leurs produits et des opportunités commercialement viables qui transforment leurs moyens de subsistance. Rose est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et d'une maîtrise en études internationales de l'université de Nairobi.

**Wim Olthof – Chef d'unité adjoint, Unité du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, Europeaid, Commission européenne**

Willem (Wim) Olthof est chef adjoint de l'unité «Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition» de la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement de la Commission européenne. Cette unité est chargée de l'élaboration des politiques et de la mise en œuvre de la coopération internationale en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et d'agriculture durable. De 2014 à 2018, il a été représentant permanent suppléant auprès de la FAO, du FIDA et du PAM auprès de la délégation de l'Union européenne à Rome. Auparavant, il a travaillé à Bruxelles et a occupé des postes sur l'élaboration de politiques relatives à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que sur la coopération géographique avec la Corne de l'Afrique, en particulier l'Éthiopie. Au cours de cette période, il a été étroitement impliqué dans le développement de la politique extérieure de sécurité alimentaire de l'UE, dans l'initiative de l'UE sur la résilience dans la Corne de l'Afrique et dans la création de la Facilité alimentaire de l'UE d'un milliard d'euros. De 1996 à 2005, il a été affecté aux délégations de l'UE en Sierra Leone, en Éthiopie et au Ghana. Avant de rejoindre la

Commission européenne, M. Olthof a enseigné à l'Institut d'études sociales de La Haye (PaysBas) et aux universités du Zimbabwe (1989-1992) et d'Addis-Abeba (1996-1997) sur le développement rural et régional.

**Hanna Saarinen — Conseillère en politiques de l'UE, Investissements dans l'agriculture, Oxfam**

Hanna Saarinen a plus de quinze années d'expérience dans les secteurs privé, public et non gouvernemental. Elle a passé cinq d'entre elles en Asie du Sud-est, où elle s'est consacrée aux droits fonciers et à la gouvernance, et en particulier au renforcement du rôle de la société civile locale dans les questions de propriété foncière.

Depuis 2015, elle travaille pour le bureau d'Oxfam d'action politique auprès de l'UE, qui s'attache à influencer sur les politiques de développement de l'Union européenne en matière d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire. Elle a été formée en économie, en administration des affaires et en psychologie sociale.

Oxfam aspire à un monde dont les habitants sont valorisés et traités sur un pied d'égalité, où ils jouissent de leurs droits de citoyens à part entière et où ils peuvent peser sur les décisions qui affectent leur vie. À travers ses vingt organisations affiliées, Oxfam collabore avec des habitants de plus de 90 pays et permet aux populations marginalisées d'atteindre l'égalité sociale et économique tout en apportant une aide humanitaire en cas de crise. Le rôle du secteur privé dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) est une question dans laquelle Oxfam est de plus en plus impliquée depuis quelques années.

**Tim Sauler - Directeur adjoint de la politique de développement à la représentation permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Union européenne**

Tim Sauler est responsable adjoint de la politique de développement à la représentation permanente de l'Allemagne à Bruxelles et délégué allemand du groupe de travail du Conseil ACP.

En 2013, après plusieurs années d'expérience professionnelle au Ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture et à la Commission européenne (DG SANCO), Tim Sauler a rejoint le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), où il a occupé le poste de responsable des politiques pour l'initiative spéciale "UN MONDE - Pas de faim". Depuis 2016, il est détaché auprès de la représentation permanente allemande à Bruxelles.

Tim Sauler est titulaire d'une Maîtrise en Sciences politiques, en histoire et en droit constitutionnel de l'Université de Heidelberg (Allemagne) et d'une Maîtrise en études politiques et administratives européennes du Collège de l'Europe de Bruges.

**Mariam Yinusa — Économiste financière principale, Banque africaine de développement**

Mariam Yinusa est une professionnelle du développement qui compte plus de 15 ans d'expérience dans la structuration, la mise en œuvre et l'évaluation de l'efficacité de projets de développement dans divers secteurs, notamment l'agriculture, l'énergie et le développement humain. Elle est actuellement responsable de la conception et de la mise en œuvre d'instruments financiers innovants pour financer des programmes et projets stratégiques, complexes et spécialisés dans le secteur de l'agriculture, dans le cadre de la stratégie Feed Africa de la BAD pour la transformation de l'agriculture. Elle est également codirigeante du programme phare de la BAD visant à promouvoir les jeunes dans l'agriculture en tant que moyen d'atteindre la sécurité alimentaire et de réduire le chômage des jeunes sur le continent. Ses rôles précédents à la BAD entre 2011 et 2016 ont été consacrés à la formulation de stratégies et à la formulation de conseils stratégiques aux gouvernements nationaux et aux institutions régionales en Afrique.

De 2016 à 2017, Mme Yinusa a exercé les fonctions de conseillère technique auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique dans le

cadre du programme de bourses de la Fondation Mo Ibrahim, où elle a fourni des conseils en matière de politique visant à orienter le programme de transformation socio-économique de l'Afrique dans des domaines prioritaires, notamment la promotion de industrialisation basée sur les produits de base, gestion des ressources naturelles, bonne gouvernance et endiguement des flux financiers illicites. Auparavant, Mme Yinusa a travaillé à la Commission de la CEDEAO pour mettre en place l'Autorité de régulation de l'électricité de l'Afrique de l'Ouest, en tant que régulateur autonome et autofinancé du pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest. Elle a également travaillé en tant qu'analyste financier chez Lotus Capital Limited, une société de gestion d'actifs novatrice basée au Nigéria. Yinusa est titulaire d'une maîtrise en économie financière de l'Université de Glasgow, au Royaume-Uni.